

**MARTÍN ESCUDERO, Antonio (1895-1937), « Le Durruti de la  
Cerdagne »**

**Agustín Guillamón**

**Novembre et décembre 2014**

(Texte en espagnol publié dans les numéros de novembre et décembre 2014 de *Catalunya*, le journal en catalan de la CGT de Catalogne. Il nous a été envoyé par un de ses auteurs, Agustín Guillamón, qui a assuré la relecture de cette traduction. Qu'il en soit remercié. La traduction a été réalisée en mai 2015 par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs). Quelques notes explicatives ont été ajoutées par nos soins.)

\*\*\*\*\*



**Antonio MARTÍN ESCUDERO**

\*\*\*

**BIOGRAPHIE**

Antonio Martín Escudero, plus connu sous le surnom péjoratif d'« el Cojo de Málaga » (« le Boiteux de Málaga ») naquit à Belvis de Monroy (Cáceres). Il était le fils de Celestino Martín Muñoz, cultivateur, et d'Ascensión Escudero Jara, « femme au foyer ». À la naissance d'Antonio, tous deux avait 26 ans. La boiterie dont il souffrait était dûe à une blessure reçue durant les journées

révolutionnaires de la Semaine Tragique de Barcelone<sup>1</sup> (1909). Selon d'autres versions la cause de la boiterie fut une ostéite. Contrebandier spécialisé, avec César Flores, dans le passage d'armes par la frontière pour ravitailler les groupes d'action<sup>2</sup>. En 1922, tous deux furent des collaborateurs actifs et habituels du groupe *Los Solidarios*<sup>3</sup>, dont ils faisaient partie.

Exilé en France de 1924 à 1934. Il géra une minuscule échoppe de cordonnier dans un recoin à coté d'une charbonnerie auvergnate, sur le Boulevard Montparnasse à Paris. En 1927, résidant à Aubervilliers, il eut avec une compagne, dont nous ne connaissons pas le nom complet, une fille appelée Florida Martín Sanmartín, qui survécut à sa mort en 1937. Dans cette ville il travailla d'abord dans la construction et ensuite dans un garage.

Après les faits révolutionnaires d'octobre 1934<sup>4</sup>, Martín rentra à Barcelone, on ne sait pas si c'est sur sa propre décision ou sur mandat de l'Organisation, ce qui démontre comme fausse la légende selon laquelle il aurait été emprisonné durant trois semaines à cause des Évènements d'Octobre, ou celle selon laquelle on le voyait conspirer dans quelques villages.

Ce fut alors qu'il décida de s'installer en Cerdagne, où il travailla dans diverses entreprises et métiers (maçon, journalier, serveur) des deux cotés de la frontière : ouvrier à la laiterie SALI à Puigcerdá, maçon à Bellver, journalier à Sallagosa, serveur à Font-Romeu, ou piochant la pierre sur la route de Meranges, au forfait selon les mètres cubes extraits, ou dans l'entreprise Py de Osseja, en Cerdagne française.

En mars 1936, il agit à Puigcerdá comme leader et porte-voix syndicaliste face au patronat, participant à divers meetings locaux. En mai 1936, il assista au Congrès de la CNT à Saragosse, comme délégué pour les syndicats de la Cerdagne. Ces deux faits démontrent qu'**il était un militant cénétiste connu**.

Il avait un demi-frère, Blanco Martín Milar, qui au début de la guerre fut au Conseil de Défense<sup>5</sup>, se faisant appelé Rojo au lieu de Blanco, et dont nous ne savons rien de plus.

En juillet 1936, il n'y eut à Puigcerdá aucun affrontement ni lutte d'importance, étant donné que ~~la fuite des militants de droite~~ vers la France fut très facile. Il est faux d'avancer que Martín sortait de prison en ces journées, comme l'affirment certains, car il n'était pas prisonnier mais client de l'Auberge de Ca l'Aragonais, où logeait également son ami Segundo Jordá Gil, mort prématurément, fusillé à Gérone en 1943.

À partir de la Mutua Puigcerdanesca (La Mutuelle de Puigcerdá), et grâce à diverses collectivisations du commerce et à l'expropriation de diverses industries locales, il se constitua une Coopérative Populaire, qui tendit à la création d'un monopole commercial à Puigcerdá et aux alentours, et qu'on tenta d'étendre à toute la Cerdagne, avec la création de nouvelles coopératives dans différentes localités.

**Le Comité de Puigcerdá, présidé par Antonio Martín, contrôlait la frontière** et, par conséquent, le passage d'armes et d'aliments, ainsi que la fuite de curés et de militants de droite, et bien entendu la fuite de déserteurs de la cause républicaine. Il tenta d'imposer progressivement à toute la Cerdagne un prix juste pour le blé, le lait et la viande produite, avec l'objectif d'empêcher la spéculation des propriétaires et de fournir à une Barcelone affamée une production alimentaire à des prix accessibles.

**Le 9 septembre 1936**, Martín était en train d'effectuer une tournée en France, collectant argent, armes et aliments pour la Révolution. Il ne se trouvait donc, par conséquent, pas à Puigcerdá au moment de la tuerie de 21 militants de droite. Mais quelques jours après, il revendiqua, en assemblée populaire, ces exécutions de fascistes, posant comme alternative, en cas de refus de cette action répressive, la démission en bloc du Comité Révolutionnaire de Puigcerdá. L'assemblée décida la continuité du Comité, qui à la fin octobre prit le nouveau nom de Comité Administratif, dans lequel Martín avait le portefeuille de l'Intérieur.

---

<sup>1</sup> Soulèvement populaire contre l'envoi des réservistes pour faire la guerre au Maroc.

<sup>2</sup> Le terme désigne des groupes anarchistes armés qui menaient dans les années 1920 des attentats et des opérations de représailles contre le patronat, des dignitaires religieux, des politiciens, des officiers connus pour persécuter et assassiner les militants anarchistes. Ils affrontaient la terreur conjointe du patronat et de l'État contre les syndicalistes.

<sup>3</sup> Célèbre groupe d'action anarchiste dont faisaient partie, entre autres, Durruti, García Oliver et Ascaso.

<sup>4</sup> Tentative avortée de soulèvement populaire contre le gouvernement de droite. Le mouvement catalaniste tenta de prendre le contrôle de Barcelone mais se débanda dès que les forces de répression sortirent dans la rue. Il n'y eut que dans les Asturies que l'insurrection fut réelle et elle fut sauvagement réprimée par l'armée.

<sup>5</sup> Le terme désigne le ministère de la défense du gouvernement semi-autonome de la Catalogne, la Généralité.

Joan Solé, le maire de Bellver, négociant en bétail et petit propriétaire éleveur et cultivateur du canton (une mule, environ 20 vaches et occasionnellement un taureau), prit la tête de la résistance de ce village, dans lequel l'Esquerra (ERC) avait réussi à maintenir sa force en ne participant pas au soulèvement d'octobre 1934. D'autre part, Solé apparaissait sous la cape d'une entité civique locale : le Bloc Républicain Catalaniste. Joan Solé s'opposait aux prétentions hégémoniques du Comité de Puigcerdá, tentant de défendre ses intérêts économiques particuliers. Comme négociant de bétail, il était partisan du libre marché et il s'opposait viscéralement, comme beaucoup d'autres propriétaires de Bellver, à la politique collectiviste et « monopolisatrice » du Comité de Puigcerdá.

Il n'y avait rien de personnel, ni non plus d'affrontement idéologique, Antonio Martín et le Comité révolutionnaire de Puigcerdá, étaient, aux yeux des négociants de bétail et des petits propriétaires de Bellver, des « étrangers », anarchistes et sauvages, qui portaient atteinte à leur mode de vie traditionnel, pour s'enrichir personnellement sur leur dos à eux, catalans défenseurs de la propriété privée et de l'ordre civilisé « de toujours ».

Là est l'origine de la légende noire du « Boiteux de Málaga ». Antonio Martín était un authentique diable pour les propriétaires de Bellver, parce qu'il essayait de leur imposer un prix inférieur pour le kilo de viande, 1,25 peseta de moins que ce qu'ils voulaient, et parce qu'il essayait de faire de même avec le lait et le blé, et parce qu'en plus il voulait leur fermer une autre source traditionnelle de revenus, très lucrative : la contrebande (y compris celle de bétail) et le passage clandestin de personnes par la frontière, opération dont se chargeaient des gens d'Estat Català et du PSUC, qui percevaient ainsi d'importantes quantités d'argent.

Le Comité révolutionnaire de Puigcerdá avait créé La Comunal, une coopérative de production et de consommation, qui tendait à monopoliser toute la production agricole et de bétail de la Cerdagne, avec l'objectif d'éviter la spéculation et de vendre à des prix bon marché le blé, la viande et le lait à une Barcelone affamée. Ce fut le « grand délit » de Martín le Boiteux : éviter que les petits propriétaires de Bellver s'enrichissent en profitant de la faim des travailleurs et travailleuses de Barcelone.

Après l'échec du coup indépendantiste contre Companys<sup>6</sup>, en novembre 1936, grâce à l'intervention de la CNT, une des unités qui devait participer à ce coup d'État, le Régiment Pyrénéen N° 1 de Catalogne, décida d'envoyer sa compagnie de skieurs à La Molina, en décembre, avec l'objectif d'en finir avec l'hégémonie des anarchistes de Puigcerdá. Sous le prétexte de garder et protéger la frontière, ils établirent des patrouilles permanentes à Bellver, ce qui permit à ce village de créer une série de conflits avec le Conseil de Puigcerdá, conflits derrière lesquels se cachait la défense à outrance des intérêts économiques des propriétaires de bétail. Entre janvier et février 1937, se concentrèrent à Bellver divers groupes armés, avec les excuses les plus bigarrées, composés de gens d'Estat Català, de l'ERC et du PSUC, et y compris un groupe de mercenaires commandés par « el Penja-robes », probablement un sympathisant stalinien infiltré parmi les cénétistes de Puigcerdá.

Le **10 février 1937**, Joan Solé Cristòfol obtint de nouveau la mairie de Bellver, qu'il avait tenu depuis janvier 1934 jusqu'à octobre 1936.

À son tour, Martín, fatigué de tant d'ingérences et en accord avec les miliciens du POUM en garnison au Sanatorium d'Alp, décidèrent de donner l'assaut au Chalet de La Molina et de faire prisonnier toute la compagnie de skieurs. L'opération militaire se déroula à l'aube du **1<sup>er</sup> mars 1937**. Le succès fut total, étant donné que, sans tirer un coup de feu, on fit prisonnier tous les skieurs, officiers compris. Ces derniers furent envoyés immédiatement à Puigcerdá, comme otages.

Les officiers retenus, les hommes de Martín expédièrent la troupe en direction de Barcelone, où ce même jour étaient parvenues des nouvelles téléphoniques concernant ce qui s'était produit, grâce à deux skieurs qui s'étaient enfuis du Chalet dans un moment de confusion.

Le samedi **6 mars** Tarradellas et Santillán<sup>7</sup> sortirent en auto à destination de Puigcerdá et de Bellver pour s'informer des graves faits qui s'y étaient déroulés. Le 8 mars, Tarradellas informa la presse barcelonaise de son voyage en Cerdagne.

Tarradellas avait commencé précipitamment des négociations avec la CNT pour obtenir la rapide libération des otages. Ses interlocuteurs furent, en plus de Santillán, le Conseiller de la Défense Francesc

---

<sup>6</sup> Tentative rocambolesque de renversement du président de la Généralité par un coup d'État fomenté par des ultras catalanistes très marqués à droite. Ils avaient l'intention de proclamer l'indépendance catalane et de réprimer brutalement toute expression anarchiste. La conjuration fut éventée par les services de renseignements cénétistes

<sup>7</sup> Tarradellas était le premier ministre de la Généralité, Santillán (CNT) était le ministre de l'économie de la Généralité.

Isgleas et Antonio Martín lui-même, qui passèrent avec Taradellas un accord entre gentlemen : les officiers ne seraient pas fusillés, comme le menaçait au début le « Consell de Puigcerdá », mais remis en liberté, à la condition que les troupes pyrénéennes ne réapparaissent pas dans ce secteur, la Généralité s'engageant en plus à ne pas envoyer là-bas d'autres forces, de quelque type que ce soit. Les officiers otages furent immédiatement libérés, mais le gouvernement de la Généralité ne tint pas son engagement.

À six heures et demi de l'après-midi du **8 mars 1937 se réunit le Conseil de la Généralité, sous la présidence de Tarradellas**, avec l'assistance de tous les Conseillers, à l'exception de celui de la Justice. Tarradellas informa sur son voyage en Cerdagne, qu'il fit en compagnie de Santillán. Il expliqua qu'ils tinrent une réunion avec toutes les organisations représentées dans le gouvernement, étant informé de la situation dans la comarque<sup>8</sup>. Accompagnés de Juan Montserrat, délégué à la Défense, et par une section du Bataillon de la Mort, ils montèrent au Château d'Alp, occupé par environ 80 militants du POUM, où « ils s'étaient fortifiés sous l'excuse d'un sanatorium, qui est une espèce d'hôtel de passe, avec des miliciens et de prétendues infirmières. Tous ces miliciens touchent une solde de la Généralité et terrorisent la comarque ».

Cette calomnie si grossière qui diffamait les Poumistes était seulement possible du fait de leur expulsion du gouvernement, et elle s'ajoutait au processus de marginalisation et de mise en accusation de ce parti, auquel on attribuait toutes les difficultés du gouvernement d'unité antifasciste. Le Château d'Alp était un sanatorium pour les miliciens du POUM. Il s'agissait de discréditer ces militants comme premier pas à leur expulsion de la comarque, vu que leur présence affaiblissait les forces contre-révolutionnaires du PSUC, de l'ERC et du gouvernement de la Généralité.

Antonio Martín fut requis à Puigcerdá pour que « soient retirées toutes les forces avec lesquelles il maintenait bloqués différents villages, en attendant la requête ». Tarradellas retira du lieu un lieutenant qui, par son comportement et son caractère, tendait à aggraver les conflits et il ordonna la remise en liberté de tous les prisonniers.

Tarradellas informa sur les « innovations irréalisables » qui constituent « le programme de ceux qui gouvernent Puigcerdá et le canton », qui « sous le prétexte d'une coopérative générale se sont emparé de tout le village et ne se privent pas de contraindre pour acheter tous les produits à bas prix et les vendre plus chers à Barcelone », créant un problème économique à la solution difficile.

Tarradellas insista sur le fait que, dans le cadre de la refonte nouvelle de l'Ordre Public et des Décrets émis le 4 mars, qui réorganisaient ces services, toutes les forces existantes dans cette comarque devaient être retirées. Il proposa d'envoyer Martí Feced pour résoudre les questions économiques de la Cerdagne, proposition qui fut approuvée.

Santillán adhéra « à tout ce qu'a manifesté le Premier Conseiller ». Comorera demanda qu'on suspende le paiement des soldes des miliciens qui n'obéissent pas aux ordres du gouvernement.

Isgleas, cénétiste, avertit que le Ministère de l'Intérieur du gouvernement central avait nommé un nouveau commandant des Carabiniers<sup>9</sup>, avec lequel il fallait compter. Il pria ensuite l'UGT de retirer les groupes armés qu'elle avait à Camprodón, Maçanet et d'autres lieux.

Valdés déclara que l'UGT le ferait lorsque s'appliqueraient les Décrets d'Ordre Public. Tarradellas proposa « que soient envoyés des mossos de escuadra<sup>10</sup> à Bellver ». Ainsi fut-il décidé.

Comorera demanda une enquête sur les mauvais traitements reçus par son secrétaire dans le village frontalier de La Jonquera. Aguadé déclara que ce qui manquait c'était régler, une fois pour toutes, la question des frontières. Ensuite, on débattit sur le caractère fasciste et contre-révolutionnaire du POUM et sur la nécessité de suspendre *La Batalla*; seuls quelques Conseillers anarchosindicalistes défendirent timidement le POUM.

La position de Santillán était absolument complice des lignes directrices stalinienne et gouvernementales. Finalement, les déclarations d'Isgleas sur l'absence de défense des barcelonais face aux attaques aériennes et maritimes, qui mettaient en accusation uniquement le gouvernement central, ouvrent une interrogation sur la responsabilité de la Généralité et de toutes les organisations antifascistes face à leur évidente inhibition et leur laisser-aller général quant à la création d'une défense aérienne

---

<sup>8</sup> Le terme désigne une entité administrative propre à l'Espagne dont la taille se situe entre celle d'un gros canton et d'un petit département.

<sup>9</sup> Corps de surveillance des frontières, resté largement loyal en 36, il fut considérablement renforcé par le gouvernement républicain qui avait besoin de forces répressives pour mater le mouvement révolutionnaire.

<sup>10</sup> Corps de police catalane dépendant de la Généralité.

active, bien que tout devienne plus compréhensible et rationnel si on considère que **les bombes et la faim étaient les meilleurs instruments gouvernementaux pour faire plier la révolution.**

**Du 8 mars jusqu'au 26 avril**, le gouvernement de la Généralité accumula des troupes à Bellver et dans les localités voisines, ainsi que dans les environs de la frontière. Le gouvernement de Valence fit de même avec des carabiniers, en accumulant jusqu'à 500 à Ripoll, qui après avoir échoué dans leur tentative d'assaut contre Puigcerdá, le 24 avril, prirent d'assaut le central téléphonique local, plaçant des mitrailleuses dans la gare et dans d'autres édifices stratégiques, ainsi qu'une barricade sur la route de Barcelone, avec l'appui total du PSUC local, qui augmenta sa capacité en faisant venir une colonne de l'UGT, qui jusqu'alors avait été cantonnée à Camprodón.

Vers le 25 avril, Artemi Aguadé envoya un groupe de sept anciens « escamots<sup>11</sup> » des Juventudes de Estat Catalá (JEREC) avec le mandat explicite d'en finir avec Antonio Martín et le reste des anarchistes, dès que possible.

Le 27 avril, aux premières heures de la matinée, un groupe d'anarchistes de La Seu décida de se déplacer à Puigcerdá, avec l'intention de se réunir avec leurs compagnes et compagnons de cette localité, pour commenter les nouvelles du déploiement considérables de forces que réalisaient ces derniers jours les Carabiniers, dont 500 hommes étaient par exemple cantonnés à Ripoll depuis le 23 avril.

Les anarchistes de La Seu, en passant face à Bellver, furent stoppés par des personnes armées contrôlant la route. Après un bon moment de discussions et un abondant échange de menaces, finalement les gens de La Seu purent reprendre leur marche, arrivant finalement à leur destination.

À leur arrivée à Puigcerdá, et étant donné l'état d'esprit échauffé des anarchistes de La Seu, on convoqua une assemblée au cours de laquelle ceux de La Seu expliquèrent à leurs compagnons de Puigcerdá le difficile moment subi lors du contrôle à Bellver, ainsi que leur préoccupation face à l'envoi massif de Carabiniers vers divers lieux de la frontière, ou la présence de gens étrangers dans quelques localités, comme c'était le cas à Bellver même. Pour cette raison les anarchistes parlaient des constantes provocations auxquelles ils étaient soumis : le contrôle de la route de Bellver, l'invasion massive de Carabiniers en Cerdagne et sur toute la frontière, l'introduction des Milices Pyrénéennes et un long etcétera.

**27 avril 1937**, à deux heures et quart de l'après-midi, des miliciens anarchistes provenant de La Seu d'Urgell et de Puigcerdá, ainsi que des miliciens poumistes et anarchistes provenant d'Alp et de Das, encerclèrent la localité de Bellver. En l'état actuel des recherches, on peut avancer cette hypothèse concernant ce qui s'est produit : Antonio Martín, de Puigcerdá, et Julio Fortuny, de La Seu d'Urgell, et selon quelques versions deux autres militants, furent assassinés dans une embuscade, lorsque les voitures de la CNT-FAI qui traversèrent le pont s'arrêtèrent devant la barricade existant à la bifurcation de la route d'accès à la localité, sur la rive gauche du Segre. En descendant des voitures, au bout du pont, avec l'intention de parlementer, les anarchistes furent criblés de balles à bout portant, depuis le fossé, par le groupe qui y était caché. En entendant ces coups de feu, la fusillade se généralisa entre la muraille et les assiégeants. Julio Fortuny, jeune de 19 ans, mourut instantanément, Antonio Martín, avec une blessure par balle à la poitrine, agonisa dans la maison située sur la rive droite, à côté du pont, passant là toute la nuit. La provocation avait atteint son objectif.

La **légende noire de l'anarchisme catalan**, promu par les infâmies des catalanistes et des staliniens, attribua personnellement à Antonio Martín tous les assassinats, les vols et les actes délictueux qui se produisirent en Cerdagne durant la guerre civile, exagérant, d'autre part, la quantité de morts violentes (entre 40 et 50, et non pas les centaines et même les milliers attribuées par la légende) et réduisant l'origine de la répression antifasciste collective exclusivement « aux anarchistes », alors qu'avaient participé à celle-ci non seulement la CNT-FAI, mais aussi le PSUC-UGT, l'ERC, le POUM et Estat Catalá. Il existe des indices documentaires qui attribuent la confection de la liste des 21 fusillés du 9 septembre à Puigcerdá à l'ERC et à Estat Catalá.

Mais il ne suffit pas de prouver qu'Antonio Martín ne participa pas à la tuerie du 9 septembre (21 fusillés) à Puigcerdá, simplement parce qu'il n'était pas là ; il ne suffit pas de signaler que cette tuerie fut **un règlement de comptes entre catalanistes et partisans de l'Espagne membres de l'Union Patriotique**, en vengeance des délations et dénonciations correspondantes que déclencha la répression anti-catalaniste d'octobre 1934 ; il ne suffit pas de documenter le fait que les staliniens, les poumistes et les catalanistes avaient également participé à la répression violente contre les fascistes et que, par

---

<sup>11</sup> Structure paramilitaire lié à Estat Catalá

conséquent, elle n'était pas l'exclusivité des anarchistes, il ne suffit pas d'argumenter que la violence révolutionnaire contre ces fascistes et militants de droite était légitime, étant donné qu'ils avaient ouvert, avec leur coup d'État contre le gouvernement républicain, la voie violente comme solution aux conflits sociaux et politiques. Tout s'écroule et s'annule devant l'irrationnelle campagne de diffamation et de criminalisation contre les libertaires, campagne dans laquelle s'allient et conjurent franquistes, catalanistes et staliniens, qui ont conjointement converti en un dogme indiscutable de leur Histoire Sacrée la légende noire de l'anarchisme catalan, et qui prétendent de nouveau magnifier et sanctifier les martyrs fascistes, préalable à leur béatification.

Parmi ces infâmies, on inclut le surnom péjoratif que les catalanistes et les staliniens donnèrent à Antonio Martín, essayant de le ridiculiser en lui donnant le nom artistique d'un célèbre chanteur de flamenco de l'époque, qui était également boiteux et étranger à la région. Antonio Martín ne fut jamais « le Boiteux de Málaga », entre autres choses parce qu'il n'alla jamais dans cette dernière ville, ni n'était originaire de celle-ci, mais il fut « le Durruti de la Cerdagne », un révolutionnaire qui mourut assassiné par ses ennemis au cours d'une embuscade préparée à l'entrée de Bellver, selon les déclarations de témoins des faits.

## LA CERDAGNE APRÈS LA MORT DE MARTÍN

Le cénétiste et coopérativiste Pedro Lozano organisa le **28 mai 1937** un meeting coopérativiste à Puigcerdá, qui se tint au Cine de la Cooperativa, « local qui appartenait à la dénommée Coopérative Populaire ». Y participèrent Joan Rovira, Miquel Mestre (PSUC) et Francico Campos, comme représentants de la Fédération des Coopératives de Catalogne.

Après l'insurrection victorieuse du 19 juillet 1936, avait été créée La Comunal, qui absorba la coopérative dénommée La Mutua Puigcerdanesa, ainsi que quasiment tout le commerce local, « par la contrainte ou sans elle ».

Cette Coopérative populaire, « fondée dans la chaleur de la révolution » possédait un grand magasin général de vente de produits comestibles, un autre de vins, plusieurs succursales de vente de viandes, de vêtements, de produits de mercerie et d'autres choses. Mais une telle coopérative manquait de sociétaires inscrits, d'un quelconque règlement, nécessaires d'après la Loi sur les Coopératives, « elle avait seulement une commission désignée par le peuple et un responsable en la personne de Lozano. C'est-à-dire, que plus qu'une coopérative, c'était un organisme révolutionnaire confédéral (La Comunal), qui avait **monopolisé le commerce de Puigcerdá** et d'une partie de la Cerdagne.

La finalité du meeting n'était pas autre chose que la normalisation de la situation et le lancement d'un processus de liquidation de La Comunal ou Coopérative Populaire, en rendant aux anciens propriétaires les biens saisis et en différenciant les biens appartenant à l'ancienne Mutua Puigcerdanesa des réquisitions postérieures.

L'œuvre révolutionnaire du canton anarchiste de la Cerdagne, dirigé par Antonio Martín, et matérialisée dans La Comunal, devait être défaire pour revenir à la légalité républicaine, en restaurant les propriétés de l'ancienne coopérative La Mutua et en rendant aux anciens propriétaires privés les biens expropriés.

Mais il ne suffisait pas de détruire La Comunal. **La contre-révolution voulait liquider également les révolutionnaires qui l'avaient rendu possible.** Il en a toujours été ainsi dans toutes les étapes contre-révolutionnaires, dans tous les pays où la révolution avait été défaire. Et mai 1937<sup>12</sup> avait été une défaire des révolutionnaires.

Un rapport de la Commission Juridique cénétiste expliquait qu'à neuf heures du matin le **10 juin 1937**, alors que « les compagnons José Basagañes, José Anglada, Juan Maranges, Esteban et Jaime, ainsi qu'un oncle de Casagañes » se trouvaient en train de travailler dans l'édifice connu comme la « La Serradora » (La Scieuse, une scierie), se présentèrent sur le lieu « de nombreuses forces composées de Carabiniers, de Gardes d'Assaut et d'Agents de Vigilance<sup>13</sup> » qui suivant « un plan pleinement conçu par le délégué à l'Ordre Public, appelé Fernández, commencèrent à tirer » contre l'édifice avec l'unique objectif « de

<sup>12</sup> Allusion au soulèvement populaire anti-stalinien à Barcelone. La direction de la CNT ne soutint pas sa base qui participait activement aux combats. Mai 37 fut le dernier soubresaut de la révolution espagnole. La répression contre-révolutionnaire, déjà forte avant, atteignit ensuite des sommets dévastateurs.

<sup>13</sup> Le terme désigne des agents de police judiciaire.

provoquer et de voir si les compagnons qui se trouvaient à l'intérieur résistaient », pour pouvoir prétendre que les forces de l'Ordre Public avaient été attaquées au préalable.

Tous les témoins des faits racontèrent que la version policière avait falsifié les faits, et qu'il n'était pas certain que les cénétistes aient lancé des bombes et tiré avec leurs révolvers, « car, si cela avait été certain, il y aurait eu des blessés et peut être des morts » parmi la force publique, alors qu'il n'y eut parmi eux aucun blessé, pas même léger.

Le docteur Córdoba qui certifia la mort des « compagnons qui furent si vilement assassinés » pourrait « donner des détails sur la mort de nos militants ».

De la sauvagerie de l'attaque, on peut avoir pour preuve le fait que deux des compagnons qui étaient restés blessés furent achevés par une rafale de mitrailleuse. Certains des assassinés avaient été membres du Comité Révolutionnaire : c'était là le motif du massacre.

Plusieurs militants cénétistes furent de Puigcerdá pour tenter d'échapper à la brutale répression en cours, « étant détenus postérieurement les compagnons José Catrafel, Ángel Cortés, Pedro Parés, Joaquín Ortas, Felipe Ugalde, Valentín Pous et Antonio Martínez, accusés et jugés pour divers délits que l'on fait retomber sur eux ».

Furent détenus comme prisonniers Miguel Domengé, Juan Escoriza, José Anglada, Eusebio Meranges, José Sals, Salvador Cinquilla, Julián Gallego, Luciano Durán, le vieux Tricheaux (un militant anarchiste français connu) et son gendre, ainsi que deux miliciens de la Colonne Durruti qui se trouvaient dans les environs de Puigcerdá.

Fut également détenu, bien qu'hospitalisé, « le militant connu Mariano Puente », de manière complètement arbitraire selon l'opinion populaire.

Le **12 juin 1937**, lors d'une session extraordinaire, présidée par le délégué à l'Ordre Public Gerónimo Fernández (le même qui quelques jours auparavant avait dirigé l'assaut et les assassinats à La Serradora), la nouvelle Municipalité fut nommée, constituée selon les Décrets du 9 et 12 octobre 1936, avec la configuration suivante: maire, Josep Clot (ERC); premier adjoint au maire, Antoni Junoy (ERC); deuxième adjoint au maire, Pedro Lozano (CNT); et le reste des Conseillers : Joan Casanovas (Unió de Rabasaires), Agustí Sánchez (CNT), Antonio Gordillo (CNT) et Elisi Font (ERC).

Lors de la session municipale du **30 juin** on créa des impôts sur les bars, le lait produit dans le canton (avec par conséquent une hausse des prix pour les barcelonais qui souffraient de la faim) et on municipalisa La Serradora (autogérée depuis sa saisie le 19 juillet 1936 jusqu'aux assassinats du 10 juin).

Lors de la session du 15 juillet 1937, la CNT communiqua son accord pour que soient remplacés ses représentants à la municipalité : Lozano, Sánchez et Gordillo, par les nouveaux représentants désignés par l'Organisation en assemblée: Joan Coll, Pau Porta et Eduard Martín. L'ERC s'opposa à la nomination d'Eduard Martín du fait de sa participation aux Évènements de Mai.

Après trois sessions qui ne purent avoir lieu par absence des Conseillers cénétistes, menacés de mort, se tint finalement la session du **27 juillet** au cours de laquelle la CNT communiqua le remplacement d'Eduard Martín, judiciairement poursuivi, par le docteur Ramón Córdoba. Lors de cette même session, le PSUC nomma ses Conseillers à la municipalité : Juan Salom et Lluís Pubill.

À la fin d'août la Municipalité de Puigcerdá, comme tant d'autres dans la comarque, était pratiquement dissoute et ses fonctions avaient été absorbées par le Comité Exécutif de la Cerdagne.

Le rapporteur de la Commission Juridique cénétiste signalait « comme instigateur principal de la persécution » des militants anarchosyndicalistes à Puigcerdá « Vicente Climent [PSUC], et un dénommé Juan Bayran Clasli, du PSUC », qui conjointement avec « le maire de Bellver, un Agent de Vigilance, appelé Semper, et un autre Agent dont j'ignore actuellement le nom, ces deux derniers appartenant à Estat Catalá, ont formé un **Comité Exécutif** qui s'acharne à persécuter des militants de notre Organisation ».

Comme preuve de la brutalité de ce Comité Exécutif de la Cerdagne, relatait le rapporteur, « l'agression dont fut victime, il y a quelques jours, en place publique, le compagnon Eulalio Oña, lequel fut agressé et giflé par l'agent Samper, qui le somma de quitter la localité dans un délai de vingt quatre heures », sous la menace « qu'ils le feraient disparaître » s'il ne le faisait pas.

Ce Comité Exécutif qui avait imposé la terreur à travers la persécution des cénétistes de Puigcerdá, se réunit pour prendre de « graves accords », parmi lesquels on comptait celui de chasser de la Cerdagne tous les militants de la CNT et de la FAI, sous la menace de faire disparaître quiconque ne suivrait pas un tel ordre. Les membres des familles des assassinés de La Serradora étaient constamment harcelés, avec l'objectif explicite de les expulser de la comarque.

Les cénétistes Leocadio Mediavilla, Antonio Gordillo et Agustín Sánchez, anciens Conseillers dans

la Municipalité de Puigcerdá, avaient fui devant les menaces d'être arrêtés, et ils étaient « recherchés par le groupe de l'Agent Samper et des voisins et le maire de Bellver », qui interrogeaient les militants cénétistes afin de « vérifier où ils se trouvaient et de procéder à leur détention » ou à leur assassinat.

Le rapporteur relatait que le local des Jeunesses Libertaires avait été réquisitionné par les forces de l'Ordre Public, « les forces de Carabiniers s'installant dans celui-ci », et la bibliothèque existante remise à l'UGT, « ou au délégué que la Généralité envoie pour sa remise ».

Le local du Syndicat de la CNT avait été pris d'assaut « par un groupe d'individus appartenant à Estat Catalá et au PSUC », pour le rendre à l'ancien propriétaire. Le rapport se terminait par une référence à la Seu d'Urgell, qui vivait une persécution similaire à celle de Puigcerdá.

Le résultat de la répression était le retour à Puigcerdá des fascistes et ennemis de la révolution du 19 juillet : Obiols, le juge poursuivi le 19 juillet, était le même juge qui recevait toutes les plaintes contre les cénétistes, mais qui se déclarait malade pour éviter toute responsabilité concernant les assassinats de cénétistes ; le maire de l'époque de la Dictature de Primo de Rivera était revenu ; la famille du curé « et de nombreux autres, dont les dénonciations et les réclamations aux préjudices de nos militants sont attendues », avec l'objectif unique « de charger toute la responsabilité sur notre Organisation et ses composants ».

Les forces de l'Ordre Public, les anciennes autorités, les fascistes et la bourgeoisie étaient **en train de reconquérir** la Cerdagne, déchaînant une répression sauvage et brutale contre les militants anarchosindicalistes, qui allait depuis l'assassinat, la prison et l'exil jusqu'à la persécution méthodique des membres des familles et de tous les militants cénétistes, en passant par la saisie des locaux, les menaces de mort et l'élimination physique effective. **Et comme complément inévitable et justificatif de cette répression stalinienne, gouvernementale et classiste, se réaffirmait et grandissait la légende noire des anarchistes catalans en général et d'Antonio Martín en particulier.**

Les perquisitions continues, les saisies d'argent et d'ustensiles dans les foyers, l'interruption des

correspondances, les tabassages, y compris publics, en pleine rue, les menaces de mort ou de disparition faites aux militants et aux membres de leurs familles et un long etcétera d'abus et de persécution, effectué par des policiers et des voisins de Bellver, aboutirent à ce qu'en septembre 1937 la CNT avait déjà disparue comme organisation dans toute la comarque de la Cerdagne.

En 1938 Joan Solé fut nommé commissaire municipal de plusieurs villages de la comarque, qu'il gérait sans opposition aucune, tandis que la CNT commençait une timide réorganisation pleine d'obstacles.

## LES ARCHIVES CONTRE LES LÉGENDES

Une légende est la narration de faits fabuleux qui se transmet par tradition comme s'ils étaient historiques et réels. Les archives sont des lieux où se conservent des documents, qui sont l'osier avec lequel l'historien construit un récit digne de foi et rigoureux du passé.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1937, Martín Salvat Pujadas, responsable du cimetière de Puigcerdá, en réponse écrite au travail reçu, déclara que les inhumations réalisées pour morts violentes, depuis le 19 juillet 1936, atteignent un total de trente et une victimes. La consultation des enterrements enregistrés au cimetière de cette ville nous permet la classification par dates : les vingt et un fusillés du massacre du 9 septembre 1936, deux femmes rouées de coups contre les murs du cimetière le 30 octobre 1936, les deux anarchistes tombés dans l'affrontement armé de Bellver, le 27 avril 1937 (Antonio Martín et Julio Fortuny), et les six anarchistes assassinés à La Serradora. En résumé, 23 fascistes et 8 anarchistes.

Le mythe des exécutions massives par fusillade au col de Tosas, ordonnées par le Comité de Puigcerdá, s'écroule devant la précision et la contondance d'un document de la Causa General<sup>14</sup> qui conclut, une fois déterrés et analysés les 26 cadavres trouvés, qu'il s'agissait dans leur majorité de gens très jeunes, quelques uns identifiés comme militants de droite et déserteurs, qui avaient été abattus par les tirs des Carabiniers en tentant de traverser la frontière. Ni comité, ni exécutions par fusillades, Carabiniers et déserteurs, et en tous cas morts étrangères à la problématique interne de la Cerdagne et qui

<sup>14</sup> Le terme désigne un processus d'enquête lancé par le régime franquiste dans l'ensemble des territoires qui furent républicains afin de dresser la liste des « crimes rouges ».

ne doivent pas être comptabilisées comme fruits des conflits sociaux et politiques de cette comarque.

Mais la réalité historique ne compte pas, les documents qui détruisent une fabuleuse diffamation non plus. Nous nous trouvons devant un phénomène sociologique et anthropologique très complexe, qui échappe à la science historique, parce que les faits historiques se transforment en légende et en croyances mythiques, qui de plus cimentent une espèce d'orgueilleuse Fuenteovejuna<sup>15</sup> de tout le village de Bellver, uni dans son essence catalane, républicaine et civilisée face à la sauvagerie des étrangers anarchistes et révolutionnaires de Puigcerdá. Peu importe que tout soit faux d'un point de vue historique : il s'agit d'un **mythe fondateur et héroïque** du village de Bellver, aussi indiscutable qu'irrationnel et religieux.

La légende permet des variations contradictoires : tous ceux et chacun de ceux qui tirèrent depuis la muraille blessèrent mortellement Martín ; mais cela cohabite avec le pacte commun de silence sur l'identité de qui l'a réellement tué (un garde civil à la retraite), et avec ce « plus » héroïque qu'ils le firent « tous en un ».

La légende a également ses dogmes, indiscutables et sans appel :

1.- Il n'y a aucun doute que le Boiteux était un voleur et un assassin, comme tous les anarchistes.

2.- L'objectif du Boiteux, en réquisitionnant le bétail de Bellver, était de s'enrichir personnellement.

3.- Il traversa le pont comme un fou, pour montrer qu'il avait des couilles, sans intention de parlementer, même en sachant que le pont était couvert par de nombreuses personnes armées, retranchées dans les hautes murailles, et que l'assaut contre Bellver depuis le pont était un acte suicidaire. **Un boiteux courant sur le pont !**

4.- Il n'y eut aucune embuscade.

5.- Personne (pas même involontairement ou sous contrainte armée) n'accueillit Martín dans sa maison alors qu'il agonisait de la blessure par balle qu'il avait reçue.

Quand l'histoire se convertit en mythe, et plus encore en mythe identitaire du village de Bellver, l'historien disparaît avalé par le caractère épique du sacré : les anarchistes ont toujours été, sont et seront toujours coupables d'avoir lutté pour la révolution. Et cela, seulement cela, et la haine infinie que cela génère dans la bourgeoisie, est suffisant pour alimenter et justifier hier, aujourd'hui et toujours la légende noire de l'anarchisme catalan. À l'Histoire Sacrée (celle de ces historiens au service du maître qui les paye) peu lui importe sa fausseté ; seule l'intéresse la condamnation irrationnelle des révolutionnaires et de leur « évidente » nature diabolique, criminelle et maligne. Leur crime fut d'imaginer un monde meilleur, juste et sans exploitation. Leur crime fut de combattre pour la liberté, pour le pouvoir de décider de leur propre vie, pour la gestion commune des priorités socio-économiques, pour la destruction de l'État, pour le communisme libertaire.

Rien de plus, rien de moins.

**Antonio Gascón et Agustín Guillamón**

**Alejandría proletaria. Biblioteca general de pensamiento revolucionario**  
**Serie: Obras, textos y artículos de Agustín Guillamón**



[germinal\\_1917@yahoo.es](mailto:germinal_1917@yahoo.es)

---

<sup>15</sup> Allusion à une pièce de Lope de Vega publiée au début du 16ème siècle et qui raconte la révolte d'un village nommé Fuenteovejuna, contre les abus de son Commandeur qui est finalement tué. Interrogés sur qui avait tué le Commandeur, les villageois disent tous et toutes que « c'est Fuenteovejuna ».